



libre-accès.ch

le comité interpartis.

Conférence de presse de libre-accès.ch

La campagne interpartis de jeunes pour la libre circulation des personnes

le vendredi 9 janvier 2009 à 10h00
au buffet de la gare à Lausanne (salle n°3)

Intervenants :

Alberto Mocchi, président Jeunes Vert VD

Baptiste Hurni, député au Grand Conseil socialiste NE

Adrien Genecand, président jeunes radicaux GE

Nicolas Huser, vice-président jeunes radicaux VS



libre-accès.ch

Le comité interpartis.

Conférence de presse - lancement de libre-accès.ch

Le comité interpartis de jeunes libre-accès.ch a l'avantage de vous inviter à sa conférence de presse

le vendredi 9 janvier

à 10h00

au buffet de la gare à Lausanne (salle n°3)

Cette conférence portera sur la campagne des jeunes pour la libre circulation des personnes en Suisse romande. Nous présenterons à cette occasion nos arguments principaux ainsi que nos activités de campagne. Les intervenants seront les suivants :

1. **Alberto Mocchi**, président Jeunes Vert VD : « *La grande majorité des jeunes réunie pour la libre circulation des personnes* »
2. **Baptiste Hurni**, député socialiste au Grand Conseil NE: « *Etudier et travailler dans l'Union européenne : la jeunesse de Suisse en a besoin*»
3. **Adrien Genecand**, président jeunes radicaux GE : « *L'importance de la libre circulation des personnes pour les emplois en Suisse*»
4. **Nicolas Huser**, vice-président jeunes radicaux VS : « *Un OUI et on conserve les Bilatérales ! massivement voulues par les Suisses !*»

Nous espérons vous accueillir nombreuses et nombreux. Un dossier de presse sera distribué à l'issue de la conférence.

Contacts :

- Martin Uhl, coordination campagne libre-accès.ch, 079/223 52 39
- Baptiste Hurni (NE), député au Grand Conseil socialiste, 079/785.88.82
- Adrien Genecand (GE), président jeunes radicaux, 078/765.20.02



libre-accès.ch

le comité interpartis.

- Alberto Mocchi (VD), président jeunes verts, 079/774.97.04
- Nicolas Huser (VS), vice-président jeunes radicaux, 079/404.76.83

Communiqué de presse

La jeunesse de Suisse pour la libre circulation le 8 février 2008

Lors de sa conférence de presse pour la Suisse romande du 9 janvier, le comité interpartis de jeunes libre-accès.ch a évoqué plusieurs éléments-clés et nouveaux dans cette campagne pour la reconduction et l'extension de la libre circulation des personnes.

Tout d'abord, Alberto Mocchi (Vert, VD) a relevé que l'existence même de libre-accès.ch est un fait si rare qu'il mérite d'être évoqué et souligné. En effet, ce comité interpartis est composé de quasiment tous les acteurs « jeunes » de la politique suisse : dès jeunes libéraux-radicaux aux jeunes verts, en passant par la jeunesse socialiste, la jeunesse du PDC ou encore des organismes comme les young european swiss (YES) et la session des jeunes ; tous se sont rassemblés pour la libre-circulation le 8 février au-delà des clivages et l'adversité habituelle.

Ils l'ont fait, parce que, comme l'a expliqué Baptiste Hurni (socialiste, NE), ils sont convaincus que ce vote est essentiel pour la Suisse, particulièrement pour sa jeunesse. En effet, les jeunes Suissesses et les jeunes Suisses ont besoin de la libre circulation dans leur vie de tous les jours, que ce soit pour bénéficier d'un séjour à l'étranger durant leur études, comme Erasmus, pour profiter d'une expérience professionnelle dans l'Union Européenne, ce qui est un atout sur le marché du travail, ou encore pour avoir des mandats d'entreprises suisses à l'étranger et conserver ainsi des emplois porteurs.

De plus, c'est toute l'économie suisse qui a besoin de cet accord fondamental pour notre pays comme l'a démontré Adrien Genecand (radical, VD), puisqu'il permet d'avoir des travailleurs étrangers qualifiés sur notre territoire et évite ainsi la délocalisation des emplois. De plus, une immigration incontrôlée ou un dumping salarial massif ne sont pas des scénarios plausibles, tant les contingentements ou les mesure de contrôle des conditions de travail seront pointus.

Finalement, Nicolas Huser (radical, VS) a asséné que le peuple suisse doit voter oui le 8 février, pour continuer la politique qu'il a lui-même choisie : la voie bilatérale. Et cette voie, nous pouvons dire que jusqu'à présent, c'est effectivement une « success story » à tous les niveaux. Les jeunes ont un intérêt primordial à ce que les relations avec nos pays voisins nous assurent la stabilité et la prospérité également pour l'avenir.

La jeunesse de Suisse est donc mobilisée pour préserver et étendre ses avantages en votant un grand OUI le 8 février prochain.

Les paroles prononcées font foi.

Alberto Mocchi, président jeunes vert-e-s (VD)

La grande majorité des jeunes réunie pour la libre circulation des personnes

Les partis politiques véhiculent des visions du monde parfois très différentes, et les sujets de société sur lesquels ils se chamaillent sont loin d'être négligeables. Cela vaut bien sûr tant pour les vieux que pour les jeunes. Or ce n'est pas un hasard, si, assis autour de cette table, vous pouvez voir des représentants des jeunes radicaux, des jeunes socialistes et des jeunes verts.

Cette campagne interpartis - libre-accès.ch - est le fruit de ce consensus parmi les jeunes sur la question de la libre circulation des personnes. La jeunesse socialiste, les jeunes libéraux-radicaux, les jeunes démocrates-chrétiens, les jeunes verts, la jeune EVP ainsi que le forum de la session des jeunes et les young european swiss (YES) se sont réunis pour cette campagne afin d'assurer que nos intérêts soient préservés lors de cette votation le 8 février.

La reconduction et l'extension des accords de libre circulation sont en effet des sujets si importants, et les jeunes, comme vous l'expliqueront mes collègues dans quelques minutes, ont tant à y gagner (et à y perdre en cas de refus !), que les clivages partisans s'effacent, et nous faisons front commun pour défendre et étendre ces acquis !

On dit souvent que les jeunes s'intéressent moins à la politique, et votent moins que leurs aînés. Or notre but est de donner tort à cette affirmation, faisant prendre conscience aux jeunes de l'importance de ce scrutin, et de faire en sorte qu'ils se prononcent massivement en faveur de leur avenir !

Pour cela, nous organisons plusieurs événements, d'envergure tant nationale, comme par exemple la course de ski qui a eu lieu samedi 3 janvier à Laax dans les Grisons, ou celle qui aura lieu aux Crosets ce samedi 10 janvier, et qui verra s'affronter dans la bonne humeur des jeunes et des personnalités du monde de la politique, du sport et de la culture. En Suisse Romande, outre les classiques distributions de flyers et d'objets promotionnels, (par exemple devant les bibliothèques universitaires, qui sont bondées en période d'examens) nous organisons notamment une soirée dans une boîte de nuit à Genève, un débat dans le canton de Vaud et des activités sur les pistes de ski. Notre but est d'aller chercher les jeunes là où ils sont, d'investir ce qui est leur, et donc notre, terrain !

Les paroles prononcées font foi.

Baptiste Hurni, député socialiste au Grand Conseil NE

Etudier et travailler dans l'Union européenne : la jeunesse de Suisse en a besoin

Le thème de l'extension et de la reconduction des accords de libre-circulation entre la Suisse et l'Union européenne touche, plus que tout autre sujet, avant tout la jeunesse de notre pays. Il suffit pour s'en convaincre de constater que c'est bien la jeunesse de l'UDC qui a lancé le référendum et que cet accord concerne avant tout l'avenir de notre pays. C'est pour cette raison que tous les partis de jeunes et autres groupements se sont rassemblés à l'occasion de cette campagne.

Aussi, est-il essentiel de souligner en quoi la jeunesse de Suisse a besoin de la libre circulation pour son avenir :

- La jeunesse de Suisse a besoin des accords de libre-circulation, parce que dans un monde globalisé, nombre de travailleurs, notamment dans des secteurs novateurs à forte valeur ajoutée, où les jeunes Suisses excellent, il faut pouvoir travailler dans l'Union avec toutes les facilités possibles.
- La jeunesse de Suisse a besoin des accords de libre-circulation, parce qu'avoir une expérience professionnelle dans un pays de l'Union Européenne est un avantage certain sur le marché de l'emploi.
- La jeunesse de Suisse a besoin des accords de libre-circulation, parce que tous les étudiants ou apprentis ont avantage à partir un semestre ou une année dans un pays de l'Union Européenne pour s'améliorer. Même si le programme Erasmus, par exemple, n'est pas directement lié à l'accord de libre-circulation *stricto sensu*, c'est ce dernier qui rend possible les séjours à l'étranger. Autant dire qu'un séjour dans le cadre du programme Erasmus est aujourd'hui si facile à réaliser grâce à la libre circulation des personnes.

La jeunesse de Suisse a donc un besoin économique direct et évident dans le vote du 8 février et la reconduction et l'extension des accords de libre-circulation. Mais elle a aussi un intérêt en terme d'échange, tant les contacts professionnels multipliés avec l'Union Européenne nous permettent de rester à la pointe dans beaucoup de secteurs! Pour l'avenir des jeunes Suissesses et des jeunes Suisses, votons oui le 8 février.

Les paroles prononcées font foi.

Adrien Genecand, Président des Jeunes radicaux genevois

Importance de la libre circulation des personnes pour les emplois en Suisse

Les accords bilatéraux avec l'Union Européenne sont d'une importance fondamentale. Les liens économiques entre la Suisse et l'Union Européenne sont plus étroits que jamais : Notre économie dépend fortement des exportations à l'espace de l'UE. Dans le contexte économique actuel, il est crucial que les bonnes relations avec notre premier partenaire économique puissent être préservées. Je vous rappelle qu'un Franc Suisse sur deux est gagné par notre économie à l'étranger.

La libre circulation des personnes est incontestablement l'accord le plus important des bilatérales car nos entreprises ont besoin des employés qualifiés du marché de travail européen. C'est notamment cet accès au marché du travail qui évite à nos entreprises la délocalisation des emplois suisses dans d'autres pays. Les craintes d'une immigration de masse incontrôlée en Suisse se sont révélées infondées par les expériences que nous avons faites avec la libre circulation des personnes. Quoi qu'il en soit, la Suisse a pris des précautions pour l'avenir : les contingents annuels permettent une ouverture contrôlée de notre marché de travail et les mesures d'accompagnements permettent d'éviter le "dumping salarial".

Un exemple que notre marché du travail a absolument besoin de la libre circulation ? Les hôpitaux ! Ils le disent eux-mêmes sans médecins, infirmiers/ières et autre personnel qualifié des pays voisins, de nombreuses institutions suisses de santé ne seraient plus en mesure de fournir leurs prestations.

La confirmation de la libre circulation des personnes et son extension sont essentiels car cela nous préserve l'accès aux marchés européens ainsi qu'un marché du travail flexible qui est un facteur clé non seulement pour la performance de notre économie mais également pour notre qualité de vie. En effet, refuser la libre circulation reviendrait à donner en pâture notre système de santé ainsi que ceux qui en ont besoin à ces volatiles charognards que nous apercevons souvent dans les journaux ces temps-ci...

En conclusion, tout autre résultat qu'un OUI le 8 février 2009 serait une catastrophe pour notre pays tout entier.



Les paroles prononcées font foi.

Nicolas Huser, vice-président jeunes radicaux VS

Un OUI et on conserve les Bilatérales I massivement voulues par les Suisses !

Voter OUI le 8 février prochain, c'est préserver et étendre la voie bilatérale entre la Suisse et l'Union Européenne. En effet, refuser l'extension de la libre circulation des personnes ne reviendrait pas seulement à supprimer cet accord, mais conduirait également à l'annulation de tous les autres accords prévus dans les Bilatérales I. Pourquoi tenons-nous donc à ces Bilatérales I ? La Suisse, ne souhaitant pas être membre de l'UE, a décidé d'entretenir des relations avec l'Europe par le biais des accords bilatéraux et la population helvétique s'est prononcée à plusieurs reprises en faveur de cette voie. Ceci confirme que les Suisses sont conscients de l'importance des accords bilatéraux pour notre pays, dans le sens où l'apport pour nous est immense.

Mais qu'avons-nous à y gagner ? La voie bilatérale avec notre premier partenaire économique est une « success story » ! Dans tous les domaines, notre économie a largement profité de ces relations avec l'UE ces dernières années et ceci s'est également fait ressentir dans le domaine de l'emploi. Agriculture, recherche, transports terrestres et aériens, industrie et commerce, libre circulation des personnes... autant de domaines régis par ces accords et dont la Suisse en tire des avantages importants qui ne sauraient l'être autant sans eux.

Serions-nous prêts à supprimer ces avantages nous même ? Mais quel est donc l'enjeu de cette votation ? Il faut être clair : en cas de NON le 8 février prochain, c'est la Suisse et non pas l'Union Européenne qui devrait annuler tous les accords se trouvant dans les Bilatérales I ! Ceci s'explique par le principe de « l'effet guillotine » établi dans ces accords, car la totalité des accords se trouvant dans le paquet des Bilatérales I doit être appliquée à l'ensemble de l'UE et si l'un fait défaut alors tous tombent.

Vous l'aurez donc compris, l'enjeu est de taille. La voie bilatérale est cruciale pour l'économie de la Suisse. Nous, les jeunes, nous ne voulons pas rejeter la voie bilatérale qui a été un succès et qui est si déterminante pour l'avenir des futures générations. Ce sont donc avant tout les jeunes qui ont un intérêt primordial à ce que les relations avec nos pays voisins nous assurent la stabilité et la prospérité pour l'avenir. Si nous souhaitons préserver nos acquis, alors nous devons nous battre pour un grand OUI le 8 février prochain, nous devons nous battre pour faire entendre la voix de la raison à tout le peuple suisse et c'est pour cela que nous nous unissons, nous les jeunes !